

## Compte-rendu de l'audience du 28/02/2019

Le Directeur des Finances Publiques des Hautes-Alpes a reçu les Organisations Syndicales Solidaires et Cfdt suite à une lettre ouverte faisant état de nombreuses interrogations sur ce qu'il est convenu d'appeler la « géographie revisitée », thème national qui sera décliné sur les trois prochaines années dans notre département.

Pendant près de trois heures les élus ont échangé et dialogué avec Francis Paréja, pour aborder le sort de nos missions, de nos structures, et l'évolution des personnels sur ce programme triennal.

Malgré un échange riche et animé, le DDFIP n'a pas réussi à lever les nombreuses interrogations et les nombreux doutes sur les projets de réforme en cours susceptibles d'impacter de façon notable notre département.

Un tour d'horizon a donc été effectué sur les services, le statut et le sort des personnels, ainsi que les évolutions susceptibles d'intervenir dans la période future.

- **Sur les agences comptables**, les 322 collectivités susceptibles d'être concernées ne sont pas intéressées à ce stade au niveau national (seule 1 a accepté, 4 sont en cours de réflexion).

Pour les Hautes-Alpes le Conseil Départemental a refusé le schéma de l'agence comptable.

- **Sur de nombreux sujets** les SIP, le SIE, le SPFE, les Trésoreries locales, le service du Cadastre, la situation déclinée par Francis Pareja est particulièrement floue. Nos structures sont déjà à l'os, et le Directeur, même s'il admet ne disposer que de très faibles marges de manœuvre, n'exclut pas la poursuite de suppressions de postes, sans se prononcer notablement sur l'évolution de ces structures, dont la fragilité et la paupérisation altèrent grandement la qualité des travaux et des missions.
- **Sur l'évolution des statuts**, en fonction des évolutions (missions susceptibles d'être externalisées ou confiées à des collectivités locales), les garanties ne seront que provisoires (statut, rémunération) même si le DDFIP entretient le doute sur le sujet. Le directeur a écarté tout sujet sur une « tutelle préfectorale » de nos personnels et moyens logistiques. Les réponses sont donc loin d'être rassurantes.
- **Sur l'organisation territoriale**, la visibilité est très incertaine. Comment conjuguer la réimplantation dans certains territoires excentrés ou défavorisés (thème à la mode), avec le démantèlement actuel qui touche les services de la DDFIP dans les Hautes-Alpes ? Il y a là de très apparentes contradictions. Ce ne sont pas les « mesurètes » (permanence, maison des services publics ou fiscobus) qui apparaîtront comme des solutions tangibles à courte ou moyenne échéance pour une véritable présence sur nos territoires.
- **Sur les missions du contrôle (déjà impactées) ou du recouvrement**, les organisations à venir ne sont pas clairement énoncées.
- **sur les petites Directions** comme la nôtre, le DDFIP ne présente pas d'évolution notable sur le schéma à

venir. Les compétences croisées ne peuvent cependant être l'unique réponse à la baisse des moyens.

- **sur la gestion hospitalière**, le Directeur a été clair. L'hôpital d'Embrun est actuellement en cours de dématérialisation. Cet obstacle passé, la gestion des hopitaux d'Embrun et Aiguilles rejoindra celle du CHICAS et de Briançon, toutes 2 déjà regroupées au 01/01/19.

Ce regroupement se fera au sein d'une structure indépendante de celle de la Trésorerie de Gap à savoir, une Trésorerie hospitalière, au 01/01/20.

Le DDFIP, s'il insiste beaucoup sur les évolutions techniques et législatives tel que le PAS, la numérisation, une certaine organisation du service public, la disparition du numéraire et la simplification du recouvrement pour justifier des probables et nombreuses suppressions de postes dans les trois ans à venir (suppressions dont il ne précise pas le volume) fait au contraire l'impasse sur l'organisation territoriale, et d'autres mesures politiques (réforme de la TH, réforme des valeurs locatives, liste non exhaustive) susceptibles d engendrer des charges supplémentaires

Au final , la présentation du DDFIP nous est apparue comme incomplète , voire tronquée.

Enfin, si Francis Pareja insiste sur la spécificité de notre département (géographique, rural avec des services en petit nombre) pour expliquer que l'impact dans les trois ans à venir sera plus nuancé que dans de grandes DDFIP, le sentiment au bout de trois heures d'échange est un sentiment très mitigé et essentiellement négatif sur ces débats.

Trop d incertitudes, trop de paramètres non maîtrisés, trop de problématiques ou de contradictions apparentes sur l'organisation à venir qu'elle soit structurelle ou géographique.

Sans parler des évolutions souhaitées par le politique, dont les revirements incessants sur certains sujets inquiètent plus que toute autre chose.

Au delà des mots , et de ce grand oral, les élus Solidaires et CFDT ont contre-balancé les propos du DDFIP , en invoquant les maux actuels des services, maux qui ne manqueront pas de se propager et de se développer avec les annonces envisagées dans le cadre de la géographie revisitée (Baisse des effectifs et des moyens).

La « géographie revisitée » est un projet destiné à poursuivre une logique de suppressions de postes et de moyens, essentiellement dogmatique, et d'impacter une DGFIP déjà durement touchée par les suppressions de poste des dix dernières années.

Elle risque de dégrader des missions et des structures, déjà très affaiblies, notamment dans notre département.

Elle ne sera pas sans risque et sans effet sur notre statut, nos garanties et ouvrira une large porte à l'externalisation des missions, à des organisations géographiques incertaines et inconnues, à la concentration ou à la disparition de services et structures entières.

Le directeur a voulu convaincre et rassurer durant ces trois heures de débat mais le grand saut dans l'inconnu qui se profile est loin d être maîtrisé.

**Tous en grève le 14 mars 2019 !**